

Le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Editorial

Le canton de Vaud veut prendre des mesures contre les trafiquants de drogue qui infestent les rues de certains lieux. Le Grand Conseil en a longuement débattu le 8 octobre¹. Ce n'est pas trop tôt!

On apprend avec intérêt que le Conseil d'Etat va présenter, «vraisemblablement en 2020» – mais peut-être pas –, un plan d'action global basé sur les quatre piliers de la politique de la drogue prévus par la loi fédérale sur les stupéfiants et les substances psychotropes (prévention, thérapie, réduction des risques, répression et régulation du marché). Apparemment, des tas de gens y réfléchissent déjà dans divers départements, car l'approche doit être transversale – très à la mode ça, la transversalité.

La conseillère d'Etat Béatrice Métraux, chef du Département des institutions et de la sécurité, a fait savoir que l'Ecole des sciences criminelles et la ville de Lausanne étaient associées à cette démarche. Allons, tant mieux!

Lausanne a commandé une étude, qui lui permettra de «mieux connaître la manière dont les villes de Berne et Zurich gèrent la problématique du deal de rue», et a prévu une rencontre avec les autorités bernoises en décembre.

Autrefois, on nommait des commissions. Aujourd'hui, on commande des études, et on prévoit des rencontres, pour savoir ce qui se passe ailleurs, alors qu'un coup de téléphone à une personne compétente suffirait à obtenir les informations utiles. On annonce des solutions globales pour un de ces jours, on ne sait pas trop quand, car la réflexion transversale, ça prend du temps.

Il y a des années que le problème du trafic de rue est connu. Il faudra encore des années pour que le «plan d'action global» soit mis en œuvre, si tant est qu'il le soit un jour. De plus, ce fameux plan global fondé sur les quatre piliers ne peut qu'être inefficace, puisque le seul volet qui concerne les trafiquants, à savoir la répression et la régulation du marché, se contente de «[contribuer], par des mesures de régulation servant à appliquer l'interdiction des drogues illégales, à réduire la consommation de drogues»². En fait, on ne réprime pas, on régule et on amuse les trafiquants.

D'ailleurs, Mme Métraux, devant le Grand Conseil, a annoncé d'emblée la couleur: «Il y a un marché, une demande qui continuera même si vous mettez les petits dealers en prison», a-t-elle dit, rappelant que les prisons sont déjà pleines à plus de 60% de détenus condamnés pour affaires de stupéfiants.» C'est beaucoup. Mais la plupart d'entre eux ne font qu'entrer et sortir, les peines n'étant pas assez lourdes pour empêcher la récidive.

Je cherche vainement, dans les démarches et discours qu'on nous propose, une volonté politique.

Je crois volontiers que le problème est difficile à résoudre. Faut-il pour autant baisser les bras, noyer le poisson et se réfugier derrière la fatalité?

Mariette Paschoud

¹ <https://www.lematin.ch/suisse/suisse-romande/vaud-veut-des-mesures-contre-les-dealers/story/14659023>.

² <https://www.fr.ch/smc/sante/prevention-et-promotion/politique-suisse-des-quatre-piliers>.

C'était mieux avant

Avec l'écoulement des années, nous nous apercevons que nous passons de plus en plus de temps à rechercher et à regarder d'anciennes photos des lieux que nous connaissons. Nous sommes fascinés à l'idée de retrouver des paysages, des quartiers, des rues et des maisons tels que nous les avons vus lorsque nous étions enfants, ou parfois tels qu'ils étaient avant notre naissance, et qui ont complètement changé, voire disparu depuis lors. Nous nous replongeons dans le monde de nos souvenirs, ou dans un monde qui, à quelques années près, aurait pu être celui de nos souvenirs. Et ces souvenirs, généralement floutés, brouillés, partiels, affaiblis et déformés par le temps, nous les confrontons avec les archives photographiques que nous déterrons et qui redonnent à notre mémoire des contours plus nets – autant que peuvent le faire les anciennes prises de vue. Avec ravissement et nostalgie, nous comparons le passé avec le présent, en concluant neuf fois sur dix que *c'était mieux avant*.

Une première réflexion: internet, Google et les réseaux sociaux nous apportent une aide fantastique dans cette recherche d'anciennes photos ou d'anciens films, issus souvent de collections privées. On a beau mépriser le monde moderne, il faut tout de même reconnaître ses avantages.

Une deuxième réflexion: nos recherches sur internet, justement, nous permettent de découvrir de nombreuses autres personnes qui partagent notre passion pour le passé. Des groupes se forment sur les réseaux sociaux pour partager des images *d'autrefois*. Les esprits conservateurs sont plus nombreux qu'on le pense.

Une troisième réflexion: s'agit-il vraiment de conservatisme? Le plaisir de retrouver des souvenirs d'enfance et l'intérêt d'observer l'évolution du monde ne sont-ils pas

des réflexes communs à tous les êtres humains? Tout dépend, au fond, du jugement que nous portons sur cette évolution. Il existe des gens qui, lorsqu'ils regardent des images du passé, se réjouissent de ce que ce passé a disparu. Ce ne sont pas des gens que nous fréquentons, mais nous savons qu'ils existent... Quant aux nostalgiques du passé, ils expriment des conservatismes parfois très différents. Certains rêvent d'une époque où il y avait moins de constructions, moins de béton, moins de véhicules polluants et davantage de nature intacte. D'autres se languissent d'un temps où il y avait moins d'étrangers, où les gens s'habillaient *comme il faut* et se comportaient convenablement, et où la morale, la philosophie et l'enseignement étaient plus traditionnels. Les uns et les autres peuvent éventuellement se retrouver dans la nostalgie d'un monde où nous étions moins nombreux et où la pression démographique était moins forte. Le passé, hélas, n'était pas toujours conforme à l'image que nous nous en faisons aujourd'hui, mais les anciennes photographies, heureusement, nous montrent ce que nous avons envie d'y voir.

Une conclusion: on peut certes rêver de l'avenir, mais c'est difficile car il s'agit d'un temps que nous ne connaissons pas encore. Il est souvent plus facile et plus agréable de rêver du passé, parce que c'est un temps connu, directement ou indirectement, et donc un temps qui nous est plus intime. Cela explique pourquoi les discours électoraux des politiciens ne réussissent pas à nous émouvoir: ils ne cessent de nous parler de l'avenir, alors que nous préférerions qu'ils nous parlent du passé.

Pollux

Les nouveaux Justes

Nicht Stimmenmehrheit ist des Rechtes Probe

Schiller: *Maria Stuart*, II, 3

Notre quotidien m'offre ce mercredi la réflexion d'une dame Sara Gnoni, conseillère communale à Lausanne du parti des Verts, qu'elle a intitulée *Les négationnistes de la science deviennent ridicules*.

L'auteur, une experte-comptable qui n'a aucune compétence particulière en matière de climatologie, pas plus que je n'en ai moi-même, d'ailleurs, nous explique avec aplomb qu'«il est désormais avéré que nous vivons la sixième grande extinction de notre planète».

La rhétorique est connue et bien rodée: d'abord, selon elle, ses contradicteurs soutiennent que «tout va bien et qu'il ne faut surtout rien changer», ce qui lui permet de les assimiler aux «terre-platistes» ou, pire, à des «négationnistes de la science». Il n'y a rien de tel, pour décrédibiliser l'adversaire, que de lui prêter une pensée ou un discours ridicule qui n'a jamais été le sien.

Les questions climatiques sont compliquées. On observe en plusieurs endroits un réchauffement atmosphérique incontestable, sans qu'on sache avec certitude l'origine de ce changement, et en d'autres endroits, comme dans le Montana et dans l'ensemble des Montagnes Rocheuses entre le 29 septembre et le 4 octobre, des tempêtes de neige et des chutes de température qu'on n'avait pas observées depuis 1934. Il en va de même dans l'Alberta canadien, au Nevada et dans l'Etat de Washington, où l'on observe une première chute de neige un 29 septembre, ce qui ne s'était pas vu depuis cent trente-huit ans. La Scandinavie est submergée par une vague de froid précoce.

Ces observations ne troublent pas les ayatollahs du climat, dont la foi est assise sur les dogmes suivants: 1. Nous vivons une période de réchauffement climatique inédite, jamais observée jusqu'à aujourd'hui. 2. Ce réchauffement est engendré par l'action (ou l'inaction) de l'homme, notamment par les émissions de gaz «à effet de serre» comme le dioxyde de carbone. 3. Il convient de prendre des mesures de façon urgente. 4. Même si les mesures que nous prendrons, à notre échelle locale, sont insignifiantes, nous devons montrer l'exemple.

Ces dogmes sont en partie objectivement faux, en partie des hypothèses sans certitude scientifique. C'est pourquoi la pimbêche qui traite les climato-sceptiques ou climato-réalistes de «négationnistes de la science» est elle-même totalement ridicule. Les Claude Allègre, François Gervais, Vincent Courtillot, Benoît Rittaud, Serge Galam sont des scientifiques éminents. Ils ne nient pas la science, mais les fables colportées par le GIEC et autres organisations internationales avides de gouvernance mondiale.

Car il n'est nul besoin d'être doté d'un don de double vue pour comprendre les ressorts de l'opération d'enfumage qui nous est proposée. Si la planète se détériore et que c'est l'activité humaine qui est à l'origine de ces dégâts, il faut modifier le comportement des hommes. Comme il n'est pas raisonnable d'attendre des mesures contraignantes laissées à la discrétion de chaque Etat, il faut une action concertée, centralisée, contraignante pour tous les Etats du monde. Il faut donc un gouvernement mondial, qui édictera des lois à valeur universelle et qui les fera appliquer. Qui mieux que l'ONU pourrait jouer ce rôle, elle qui dispose, parmi tous ses pantins au bout d'une ficelle, non seulement des experts dociles du GIEC grassement rétribués, mais aussi d'un petit Pinocchio suédois bien vivant, qui parle et s'agite sans les ficelles et qui subjugué les foules abruties?

Ni complot ni conspiration: tout se passe au grand jour sous nos yeux qu'il suffit d'ouvrir. On nous terrorise avec des perspectives apocalyptiques qui nécessiteraient des mesures drastiques urgentes, alors que le vrai danger, pour l'Europe en particulier, mais pour la planète en général, est que les humains sont trop nombreux pour

les ressources disponibles et que, avec un taux de fécondité moyen de 5 en Afrique (7,24 par femme au Niger), les migrations (ils s'annonceront comme des *réfugiés climatiques*) vont se poursuivre et les revenus diminuer partout.

C'est la situation que les Justes, les Chevaliers du Bien, les climato-fanatiques appellent de leurs vœux; c'est le choix nécessaire: soit la mise en place de la gouvernance mondiale (dans laquelle ils prendront une part active, en rapport avec leurs grandes compétences), qui saura diminuer drastiquement les émissions de CO₂, soit la grande catastrophe climatique, les millions de noyés par élévation du niveau des mers, les millions de migrants africains, poussés par la faim et la soif, qui envahiront la Suisse pour y sucer les dernières gouttes d'eau suintant du glacier d'Aletsch.

Claude Paschoud

Socialisme

Les transports aériens sont dans le collimateur des politiciens suisses, qui, toutes tendances confondues ou presque, prennent peu à peu une teinte verdâtre. C'est ainsi que les billets d'avion seront prochainement taxés, au nom de la protection du climat. On espère ainsi abaisser le nombre de vols et, par conséquent, les méfaits du kérosène, émetteur de CO₂.

Ça peut marcher si on trouve un moyen de transport moins polluant, mais également moins cher et aussi performant que l'avion. Dans le cas contraire, les gens continueront à s'envoler, à l'exception des plus désargentés, qui, maintenant déjà, ont tendance à ne pas s'éloigner beaucoup de chez eux. Tout bien considéré, la mesure, qui, nous dit-on, a le mérite de ne pas être un impôt, mais une taxe incitative – évidemment, pour l'assujetti, ça change tout! –, risque fort de n'être qu'un coup d'épée dans l'eau. Mais elle a été votée par les deux Chambres à une majorité telle qu'on ne peut pas s'en prendre à un parti plutôt qu'à un autre. Il nous faudra donc passer – ou pas – à la caisse en ronchonnant à la cantonade.

Cette nouvelle attaque contre le porte-monnaie des voyageurs ne suffit pas au conseiller national socialiste vaudois Roger Nordmann, qui préconise, pour tous les résidents de Suisse, un quota de kilomètres pouvant être parcourus en avion chaque année¹. Sachant néanmoins que la mise en œuvre cette brillante idée constituerait une sérieuse atteinte à la liberté de déplacement des habitants de notre beau pays, M. Nordmann propose un correctif: «Une fois la limite atteinte, un voyageur qui voudrait voler encore pourrait acheter son quota à un autre citoyen qui ne l'utiliserait pas.»¹

Notre conseiller national ne nous dit pas quel monstre administratif – forcément étatique, puisque voulu par un socialiste – devrait être mis en place pour contrôler la

consommation aérienne des habitants de la libre Helvétie, organiser et réguler le marché des quotas aériens. Une chose est sûre: si les vendeurs de quotas inutilisés pourront y trouver leur compte, il y a gros à parier que seuls les candidats au voyage pourvus de solides moyens financiers seront à la fois désireux et en mesure de se payer un ou plusieurs quotas supplémentaires.

Ça, c'est du socialisme!

M.P.

¹ <https://www.20min.ch/ro/news/suisse/story/Apres-la-taxe--des-quotas-annuels-de-kilometres-28245825>.

Ne dites pas...

Ne dites pas: «Si l'on en croit les médias, les féminicides commis par des hommes sur leurs (ex-)conjointes sont de plus en plus nombreux.» Dites: «Si l'on en croit les médias, les homicides commis par des hommes sur leurs (ex-)conjointes sont de plus en plus nombreux.»

Le jour où les femmes qui tuent leur (ex-)conjoint seront accusées de *masculinicide*, j'admettrai qu'on appelle *féminicide* le meurtre d'une femme par son (ex-)compagnon ou mari.

En attendant, prenons garde de ne pas confondre l'homicide avec l'*homocide* – qui devrait rejoindre prochainement l'*homophobie* dans le vocabulaire à la mode, compte tenu de la fertile et inculte imagination des promoteurs de la bien-pensance.

Le pinailleur

Mondialisme et chaos

L'évolution de nos sociétés vers le mondialisme, qui semble inéluctable, débouche sur un paradoxe. Ce n'est pas, en effet, un ordre politique transcendant les Etats qui se prépare, mais, à travers l'émiettement progressif de leur souveraineté, c'est un désordre législatif aussi destructeur que puissant par son caractère universel! L'immigration des musulmans en Europe occidentale nous annonce cette menace.

Pendant que nous détruisons le droit de famille en dénaturant l'institution du mariage et en manipulant le droit de filiation au gré des désirs les moins justifiés – et, il faut le dire, au mépris des droits de l'enfant à une ascendance naturelle protégée, dont au surplus la stabilité doit être favorisée par la loi –, nous risquons de provoquer en outre des conflits entre Européens d'origine chrétienne et musulmans immigrés sur ces sujets sensibles, rejetés par eux au nom de leur propre croyance.

L'unité du genre humain, qui est un fait, dépend néanmoins, dans son organisation politique, de fondements moraux et métaphysiques, religieux également, universellement admis. Ces conditions ne sont pas remplies aujourd'hui.

L'unité politique du monde dépend de son unité spirituelle. Celle-ci doit être recherchée en priorité, faute de quoi les divisions religieuses deviendront elles-mêmes des causes de conflits sociaux et politiques. L'Europe en a connu au temps de la Réforme protestante. De tels conflits pourraient renaître avec l'islam.

La civilisation moderne touche là ses limites. Elle veut faire des principes religieux et moraux de simples opinions. Une telle prétention se heurtera inéluctablement au mur des convictions. Le laïcisme ne s'imposera pas, notamment aux musulmans. Dans ces conditions, la séparation des Etats constitue une garantie de paix et de sécurité relative à la mesure des faiblesses spirituelles de l'homme. Elle est un moindre mal dans l'état actuel de l'humanité. Ce mal ou ce défaut est un bien, même s'il ne s'agit que d'un bien relatif.

Michel de Preux

Gare au scepticisme

Le scepticisme ne doit pas être confondu avec la septicémie, laquelle est une infection bactérienne du sang, qui peut provoquer un choc septique et entraîner la mort physique, alors que le scepticisme est une affection de l'esprit, qui peut provoquer des réactions choquées de votre entourage de gauche et entraîner votre mort sociale.

Les pires déviances politiques marquées du sceau de l'infamie sont généralement provoquées par le scepticisme: eurosceptiques et climato-sceptiques sont deux des exemples les plus connus, mais bien qu'il n'y ait pas de néologismes créés pour eux, ceux qui doutent de la version officielle du 11 septembre, du pacifisme de l'islam et du bénéfice de l'égalité des sexes ou de l'immigration de masse sont immédiatement regardés de travers et taxés de provocation, voire de populisme...

Je dois admettre que je suis en général, et a priori, sceptique. C'est à mon sens une vertu qui devrait être enseignée aux enfants dès leur plus jeune âge. Être sceptique ne signifie pas que l'on ne croit à rien, mais que l'on commencera avant toute chose par faire preuve d'esprit critique vis-à-vis de l'information que l'on reçoit. Dans un monde en pleine mutation, où internet nous permet d'accéder à une quantité de données inimaginable, le premier réflexe doit être la mise en doute de tout. Le phénomène des *fake news* n'est en réalité pas nouveau, mais la facilité que les réseaux sociaux offrent pour les diffuser a considérablement augmenté leur capacité de nuisance.

Il y a un indice qui ne trompe pas et doit immédiatement nous pousser à faire preuve de scepticisme: c'est lorsque intervient un élément moral dans le message que l'on reçoit. La terre est en danger; donc il est juste et bon de taxer à tout va pour la sauver. Il est immoral que subsiste une différence inexplicée entre les revenus des hommes et des femmes; il est donc urgent de légiférer et d'introduire des quotas. Il y a des régions du monde où règne la misère; il est donc moralement indéfendable de ne pas faire venir tout de suite chez nous tous ceux qui en émettent le désir.

Le scepticisme m'a empêché de renvoyer à tous mes contacts les messages me promettant le premier prix de l'euromillion si je les transmettais à mille personnes et la mort dans les pires souffrances si je ne le faisais pas.

Alors s'il vous plaît, soyez sceptiques et apprenez à vos enfants à l'être; ainsi ceux qui cherchent à nous manipuler en seront peut-être pour leurs frais.

Michel Paschoud

Rébellion

Je vais vous en raconter une bien bonne: le climat change, mais personne n'en parle. Si vous avez l'impression qu'on vous matraque à coups de réchauffement climatique et de prédictions apocalyptiques, c'est que vous forcez sur le chasselas. Personne n'en parle, vous dis-je.

C'est pourquoi s'est créé en octobre 2018 au Royaume-Uni un mouvement appelé *Extinction Rebellion* qui s'est donné pour mission d'alerter le monde sur l'urgence climatique en recourant à la désobéissance civile. En pratique, ces gens font passer un message d'une rarissime originalité en bloquant illégalement des rues, des ponts ou des ronds-points, c'est-à-dire en empoisonnant la vie non seulement des automobilistes, mais aussi des cyclistes et des usagers des transports publics; tout cela dans le but de réveiller les autorités politiques.

Le vendredi 20 septembre, une «action d'envergure»¹, pour laquelle aucune autorisation n'avait été demandée, évidemment – on n'allait tout de même pas courir le risque d'obtenir la bénédiction d'autorités compréhensives et de renoncer ainsi à la désobéissance civile! –, s'est déroulée sur le pont Bessières à Lausanne. La manifestation, qui réunissait environ deux cents personnes, paraît-il, s'est déroulée le plus pacifiquement du monde, puisque elle n'a été émaillée que de quelques échauffourées... Elle a débuté aux environs de midi, en présence de «forces de l'ordre [qui] ont fait preuve d'un esprit de conciliation et ont évité la confrontation». Elle s'est terminée à vingt heures.

Pendant huit heures donc, des Lausannois ont dû modifier leur itinéraire, au risque d'arriver en retard à leurs rendez-vous et de polluer l'atmosphère plus encore que de coutume, parce qu'une brochette de dictateurs en herbe voulait obliger le Conseil fédéral à réagir et que, «face à un événement largement pacifique, la Police de Lausanne a opté pour une stratégie privilégiant le dialogue, avant d'engager une évacuation forcée des lieux».

Apparemment, ceux, qui, comme moi, estiment que les contribuables ne paient pas la police pour regarder benoîtement pendant des heures deux cents glandeurs disposant du temps et des moyens de passer l'après-midi assis par terre sur un pont ne sont que de vieux grincheux imperméables à la grandeur du combat mené par *Ex-tinction Rebellion*.

M.P.

¹ <https://www.20min.ch/ro/news/vaud/story/-Policiers--doucelement--on-fait--a-pour-vos-enfants--23079746>.

Bricoles

Violence conjugale

Un imam irakien arrivé en Suisse en 2007 comme réfugié et qui prêche à la mosquée Dar Assalam de Kriens (LU) a conseillé à ses fidèles de sexe masculin de ramener les épouses désobéissantes dans le droit chemin en leur administrant des «coups légers», au cas où n'aurait pas suffi la discussion – plus probablement la réprimande, pour ne pas dire l'engueulade – ou l'éloignement du lit conjugal – cet imam ne semble pas imaginer une seule seconde que certaines épouses en seraient ravies.

Cet intéressant personnage est dans le collimateur de la justice, qui le soupçonne d'incitation publique au crime ou à la violence.

J'ai cherché vainement le compte rendu d'une manifestation féministe contre la violence conjugale organisée devant la mosquée de Kriens à la suite de cette affaire.

¹ <https://www.20min.ch/ro/news/suisse/story/-pouses--indisciplines---il-faut-les-battre--dit-l-imam-15644449>.

Jongleries fiscales

A la suite de l'accord entre le Canton et les communes sur les soins à domicile, le taux de l'impôt cantonal du contribuable vaudois augmentera de 1,5 point en 2020.

Il était prévu que cette hausse serait compensée, dans la mesure du possible, par une diminution équivalente du taux de l'impôt communal.

Les Lausannois n'auront pas cette chance: pour eux, la baisse ne sera que de 0,5 point.

Il faut dire que la commune de Lausanne doit urgemment mettre en route deux «chantiers majeurs»: la rénovation de la salle de cinéma du Capitole pour créer une Maison du cinéma et l'agrandissement du Théâtre de Vidy¹.

Ces améliorations de l'offre culturelle vont coûter des millions, alors que, pour son budget 2020, la Ville de Lausanne prévoit un déficit de 47,6 millions de francs² et qu'elle est endettée jusqu'aux yeux.

Quid d'une petite grève contre l'impôt à Lausanne?

¹ <https://www.20min.ch/ro/news/vaud/story/Lausanne-se-prepare-pour-deux-chantiers-majeurs-17175202>.

² <https://www.24heures.ch/vaud-regions/lausanne-region/lausanne-retient-baisser-impots/story/22340979>.

De quoi je me mêle?

Deux parlementaires suisses ont profité d'une rencontre avec des homologues de l'UE pour essayer de débloquer l'accord-cadre entre la Suisse et l'Union européenne.

Autant qu'on sache, ni l'un ni l'autre n'était mandaté, encore moins compétent, pour se mêler de cette affaire. Jusqu'à plus ample informé, notre pays dispose d'un corps diplomatique.

Va-t-on envoyer les ambassadeurs et autres représentants de la Suisse légiférer aux Chambres fédérales?

M.P.

Le Pamphlet

Case postale 998

1001 Lausanne

Courriel: courrier@pamphlet.ch

ccp:10-25925-4

Rédacteur responsable: Mariette Paschoud

ISSN 1013-5057